

La CRE veut s'assurer que le cadre réglementaire ne freine pas le développement du stockage de l'électricité. Trois thématiques principales peuvent être distinguées :

- faciliter l'insertion des installations de stockage dans le système électrique, en simplifiant si besoin les procédures de raccordement et le cadre contractuel ;
- s'assurer que l'intégralité des marchés du système électrique présente une architecture de marché compatible avec les spécificités du stockage ;
- s'assurer que les signaux de prix existants révèlent bien la valeur des différents types de services que peut rendre le stockage.

La CRE est favorable, s'agissant d'une filière en développement, à une démarche fondée sur des expérimentations. A ce titre, la mise en place d'un « bac à sable réglementaire » prévue dans la loi Pacte permettra de tester, à titre expérimental, des dérogations à certaines dispositions légales.

La CRE souhaite recueillir les analyses et propositions des acteurs de marché sur les éventuels freins au développement du stockage, ainsi que sur les expérimentations et/ou évolutions réglementaires nécessaires pour lever ces freins. Elle lance pour cela le présent appel à contribution.

- Question 1 : Quelle sera, selon vous, la place du stockage d'électricité par batteries parmi les solutions qui apportent de la flexibilité au système électrique ?

Nous pensons que le stockage d'électricité par batteries qu'elles soient stationnaires (dans des bâtiments, près des sources de production, près des postes de transformation) ou mobiles (à bord de véhicules électriques) va jouer une importance de premier ordre dans la flexibilité des systèmes électriques. Elles permettront l'intégration des énergies renouvelables et le déploiement à grande échelle des véhicules électriques.

- Question 2 : Identifiez-vous actuellement des barrières réglementaires, tarifaires ou contractuelles au développement du stockage par batteries ? Il pourra être pertinent de distinguer le stockage à l'échelle industrielle (au-dessus de 1 MW) et le stockage diffus (de quelques kW à quelques centaines de kW).

Nous ne parlerons que du stockage diffus derrière le compteur de qq kWh à quelques centaines de kWh. Les barrières réglementaires ont en partie disparues avec la possibilité d'auto consommer (décret). Il reste des problèmes d'assurance des bâtiments et des entreprises d'installation de batteries (qui ne doivent pas être insurmontables). Ils subsistent aussi quelques difficultés dans les bâtiments collectifs (raccordement, comptage). Le plus gros frein au déploiement des systèmes de stockage est le prix du kWh en France (15 cts€/kWh) surtout si on le compare à nos voisins Allemands (30 cts€/kWh) ou Italiens...et par conséquent un problème de modèle économique (retour sur investissement...)

- Question 3 : Partagez-vous les trois thématiques identifiées par la CRE pour permettre le développement du stockage (simplification du cadre contractuel et des procédures de raccordement, accessibilité des différentes formes de stockage aux différents mécanismes de marchés, envoi des bons signaux prix) ? En voyez-vous d'autres ?

Les thématiques identifiées par la CRE sont pertinentes. Nous pensons que l'utilisation de tarifs dynamiques dans les 2 sens (production et consommation) pourra également contribuer à améliorer/créer des modèles économiques qui stimuleront le déploiement des batteries.

- Question 4 : Quels éléments du cadre réglementaire encadrant le stockage pourraient selon vous faire l'objet d'une expérimentation ? Si un « bac à sable réglementaire » était mis en place par la loi, seriez-vous intéressé par une expérimentation pour un de vos projets ? Si oui, lequel ?

Nous serions intéressés par les thèmes relatifs à la tarification dynamique et les échanges bidirectionnels entre le réseau et les batteries stationnaires ou mobiles (V2X).

- Question 5 : Avez-vous d'autres analyses ou propositions à formuler ?

Les tarifs dynamiques pourraient être complétés par des tarifs à étagement dépendant de la puissance absorbée (différentes fourchettes de puissance avec des prix au kWh qui augmentent avec la puissance).

Approche globale pour analyser l'impact des batteries sur les infrastructures de transport ou de production et envisager des transferts d'argent pour amorcer la pompe du stockage ?

Les systèmes d'aide (cf. mobilité électrique) peuvent être une voie qui est coûteuse, qui a souvent un effet d'aubaine et qui en aucun cas ne peut durer. Elle peut permettre de démarrer un marché en attendant que les coûts des systèmes de stockage soient suffisamment compétitifs pour être économiquement viables (cf. grid parity pour le photovoltaïque).